
**Dialogue social, même après avoir touché le fond,
le gouvernement creuse toujours...
Abandon de la fonction publique et des services publics... encore et toujours.**

Depuis plusieurs mois, le dialogue social dans la fonction publique n'a de dialogue social que le nom. Les réunions se succèdent sans que les personnels ne soient entendus.

Les orientations gouvernementales pourtant largement et quasi unanimement dénoncées, notamment par Solidaires, ne changent pas d'un iota.

Aujourd'hui, une nouvelle étape est franchie par le rouleau compresseur gouvernemental.

Gérald Darmanin annonce donc, à grands renforts d'interviews, la généralisation du contrat dans la fonction publique en réservant le statut à quelques exceptions : les fonctions « les plus régaliennes » (sans autre explication...)

Lors du Comité Interministériel à la Transformation Publique, alors même que la réunion d'étape avec le secrétaire d'Etat à la Fonction Publique n'a pas encore eu lieu et que les dossiers sont encore censés être à l'état de projets, des annonces sont faites notamment autour du chantier mobilité (création de fonds interministériel...).

Les réunions et autres groupes de travail sont-ils donc seulement un moyen d'occuper les organisations syndicales ? En effet, les annonces décisives ne nous parviennent que par voie de presse.

Ces orientations sont toujours porteuses de la destruction des services publics et de la fonction publique.

- Mise à mal du statut de la fonction publique, pourtant protecteur pour toutes et tous, pour les agent-es mais surtout pour tou-tes les citoyen-nes,
- précarisation toujours plus grande des personnels notamment à travers la contractualisation
- mobilités forcées dans l'optique de restructurations de grande ampleur. Il n'y a qu'à consulter les fiches du Comité Interministériel à la Transformation Publique pour s'en rendre compte. Sur chacune figure le mot « réformer » !
- Mise en place d'une rémunération au mérite accrue, révélatrice de la volonté de gérer la fonction publique comme une entreprise privée.

Une nouvelle fois, le gouvernement montre à quel point il souhaite passer en force sur tous les chantiers en détruisant sur son passage les services publics et en abandonnant de fait une partie des populations sur le bord du chemin (les derniers de cordée ?) ...

Pour Solidaires, ces provocations et autres méthodes ne sont pas admissibles et les orientations contraires aux valeurs que nous portons. Celles d'un Etat protecteur, dont une des missions est d'assurer la cohésion sociale notamment au travers de services publics traitant tou-te-s les citoyen-ne-s de manière impartiale, et répartis sur tout le territoire.